

Reprise de justice P. 4 pour l'ex n°1 du Medef

Busard vous avez dit busard

Docteur, ma buse

Un jogger en proie à une attaque de rapace.

L'administration a trouvé quoi faire : ne pas bouger.

Quand il n'est pas prof à l'Université de Nantes, Joël court parfois dans sa cambrousse de Sucé-sur-Erdre. Dans des chemins qu'on croit apprivoisés, mais qui sont peuplés de bêtes sauvages. Début juin, il fait un paisible jogging sur un chemin partagé avec des randonneurs, des cavaliers, des promeneurs en famille avec leurs mômes. Quand soudain shlaaaaf! Une buse lui tombe sur le crâne sans prévenir ni envoyer un sms. Le rapace le cogne avec violence derrière la tête. Les serres griffent la tête et entament tout le cuir chevelu et une partie du front. Une autre buse surveille le manège. La tête ensanglantée, le jogger tente d'éloigner les deux rapaces avec un bâton et en leur balançant des pierres. Sans succès. « Ils ont continué leur attaque, piquant sur moi à une dizaine de reprises et m'empêchant même de regagner la proximité des maisons où j'espérais de l'aide. Je suis rentré chez moi ». C'est la deuxième fois. Il y a deux ans, même attaque. Il avait averti la mairie de Sucé qui n'a pas bougé d'une plume. En fait si : la municipalité a alerté l'Office National de la Chasse qui est venue observer le phénomène, consigner ça sur un beau registre, avant de conseiller à la mairie de s'adresser à la Fédération des chasseurs. Mais les susdits chasseurs n'ont pas fusillé le volatile agressif, puisqu'il est protégé. C'est pas un casse-tête, c'est un serre-tête, ce ziozio. « Les premières alertes datent d'il y a quatre ans, confie Franck Jamois le policier garde-champêtre municipal. L'attaque se fait à deux : l'un qui survole, l'autre qui pique en chandelle. On ne voit rien arriver, et ça peut assommer un adulte. Mais à notre niveau, on ne peut rien faire. C'est une espèce protégée. On a alerté la fédération des chasseurs, mais ils se sont montrés très... modérés quant à la destruction de l'animal. Malgré l'urgence du danger, la préfecture ne bouge pas beaucoup. On vient juste de recevoir un questionnaire à remplir ». De là à traiter la mairie, l'office de la chasse et les chasseurs fédérés de triples buses, il n'y a qu'un pas. Que Lulu se refuse à franchir. Un pas et c'est le début d'un jogging fatal...

Freddy Tchoc

la lettre à **LULU**



L'été, c'est plus ce que ça a été.

Irrégulomadaire satirique N° 57, juillet 2007

ESTUAIRE < 200 >

LA CROISIÈRE S'EMMERDE

Canard crevé, maison coulée, œuvres riquiqui, noyées par les dimensions de l'estuaire, installations décrétés « non consensuelles » par les organisateurs... Décidément, la biennale d'art « monumental », « démesuré », hésite entre raté et ratatiné.

pages 2 à 8 ▶



C'est Balaise

L'art placebo, c'est plat mais c'est beau

Libérez les artistes, lâchement pris en otages dans une affaire politico-économico-touristique.

La biennale Estuaire 2007, c'est ni de l'art contemporain ni du cochon qui s'en dédit. C'est d'abord une commande politique, transcrite sous une forme apparemment culturelle, en fait destinée à servir l'économie. Politique, culture, économie. C'est résolument moderne. On pourrait appeler ça la stratégie des six B: bipolarité bafouillante, beaux-arts et bazar, buzz et business. La demande politique, c'est de donner du sens à la métropole Nantes Saint-Nazaire. Il faut en faire un espace approprié par ses habitants, lui forger une identité. Tant pis si l'entité est disparate: deux centres urbains éloignés, aux extrémités, et au milieu un no man's land de prairies inondables, de roseaux, de vase, de vaches et de vagues villages. Et pour donner de la visibilité à cet espace naturel et urbain, la commande est passée à des artistes. Jean Blaise, fournisseur exclusif des festivités officielles s'en charge. Mais l'objectif n'est pas culturel. Ce n'est ni l'art pour l'art, ni même le divertissement. L'enjeu majeur, est bien économique, touristique en fait, associé aux autres créations de l'année: le

château relooké et l'éléphant à embarquement immédiat. Accessoirement, on prendra aussi les retombées médiatiques et d'image, d'« Estuaire ». Une manifestation qui relève trop de l'événementiel pour que le terme de biennale ne fasse pas un brin prétentieux, revendiquant sa référence élitiste, façon biennale d'art contemporain de Lyon, ou de Venise. La part de symbolique servira toujours la renommée à usage externe.

Si on s'attache à regarder l'aspect économique, la formule d'Estuaire doit forcer l'admiration des gens de droite. Sous l'égide d'autorités de gauche, Estuaire réalise un modèle parfaitement libéral, encouragé par le gouvernement depuis quelques années: que l'art se désengage des aides publiques en leur substituant les parts de budget collectées auprès de fondations et de sociétés privées. Et que l'art au sens large s'assume comme un vecteur actif du développement économique. Comme au Puy-du-Fou ou à Euro Disney. Sauf qu'avec Estuaire 2007, on a peut-être Picsou mais pas Donald.

Au courant

La croisière s'emmerde

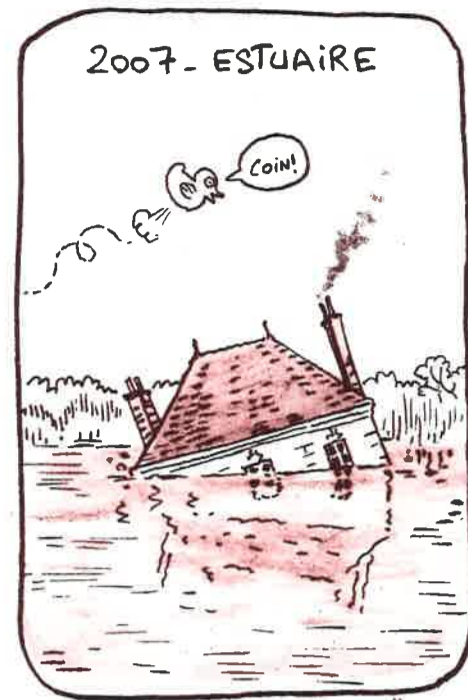
Cinq heures aller-retour. Pas une minute de perdue si on boycotte la croisière

La balade en Loire ne coûte pas trop cher: 11 euros. Mais franchement, en deux heures et demie de Nantes à Saint-Naz, autant pour l'inverse, on s'emmerde ferme. Pas grand-chose à voir. C'est deux fois pire pour les petits veinards qui ont cru s'offrir un truc sympa avec l'aller-retour de nuit vantée comme « une croisière au coucher du soleil puis, la nuit venue, naviguer et découvrir les œuvres dans l'atmosphère enchantée des nuits estuariennes ».

L'enchantement du coucher de soleil a viré coup de sommeil. Les croisiéristes en ont déjà marre avant l'escale à Saint-Nazaire. Au retour, ils roupillent carrément. Cinq heures de navigation avec un paysage monotone, c'est un peu trop. « J'ai fait une balade sur le bateau qui descend la Loire, un jour où le bateau était plein de scolaires, qui n'en avaient rien à foutre, confie un chef d'entreprise. On ne leur a pas donné de casque pour écouter les commentaires, mais de toute façon, pas grave, ils n'auraient pas écouté, trop occupés à manger et à chahuter entre eux. On dit que c'est

plein, ces balades sur l'eau, mais avec des scolaires aussi peu motivés, c'est n'importe quoi ». Les gens sont déçus. Où est le spectaculaire promis? Pas sûr qu'ils reviennent dans deux ans, et encore moins dans quatre, si la biennale remet vraiment le couvert. D'autres ont encore eu moins de chance, à la mi-juillet, la navette est carrément en panne deux jours de suite. Il faut rembourser les touristes qui ont fait le voyage en train jusqu'à Saint-Nazaire et attendent un bateau qui ne viendra pas. Ils y gagnent un aller-retour en TER. C'est bien aussi, les croisières en train.

LA MALÉDICTION TOTAL!



Tanquerelle 07.

Riquiqui

Accroche-toi aux gros morceaux, (j'enlève l'échelle)

Le monumental, c'est pas une maladie de la prise de tête, des fois ?

On pourrait parler d'artistes je-m'en-foutistes. Les regards se tournent vers Fabrice Hyber. Un Vendéen formé aux beaux-arts à Nantes, devenu une diva internationale de l'art contemporain. Un pro de l'art, qui assume son activité comme un business, pond les esquisses et fait réaliser par d'autres, membres de sa société ou sous traitants. En 1994, il a créé la société UR Unlimited

Responsibility. Un titre approprié puisque le chef d'entreprise n'est même pas venu voir son chantier, où il aurait pu assister au naufrage de la première version de buisson sur un corps mort. Il a fallu un mois pour la deuxième mouture. Officiellement, ça devait être un « gigantesque rhizome qui se développe sur un principe d'échos ». Précisions, selon Jean Blaise: « Une forêt grandit lentement, au fil des mois le bosquet va s'étoffer avec plus d'une vingtaine d'arbres plantés sur les bateaux récupérés sur les chantiers »*.

Une forêt? En fait, trois bateaux plantés de cinq arbustes, deux mètres de haut, pas plus, que le clapot de la Loire fait bougeotter à 200 m de la rive. Un truc ridicule à côté du mastodonte voisin, la centrale de Cordemais, dont la plus haute cheminée culmine à 220 mètres. Les installations de la centrale s'étendent sur cent hectares. Alors un machin de quelques mètres carrés, à côté... « Certaines œuvres vont être étonnantes, énormes » a prévenu le VRP Jean Blaise**. « Cette fois on change de braquet, on passe à l'échelle de l'estuaire. C'est un défi »***, avait repris Jean-Marc Ayrault pour présenter le projet.

Comment défier des sculptures monumentales aussi maousses que la centrale EDF de Cordemais, les grues Titan de Nantes, les portiques à conteneurs de Montoir et la raffinerie de Donges? A côté, les perchoirs de Paimboeuf et de Lavau, plaçant péniblement leur plates-formes à six mètres de haut, ont l'air de jouets de Lilliputiens. Les œuvres sont noyées, au sens propre et au figuré. Englouties dans un espace trop grand pour elles. Problème d'échelle que connaissent bien les urbanistes. Un bâtiment trop petit ou trop grand dans la ville, ça ne marche pas. Au plein milieu des marais, l'espace est immense, sans obstacle, avec des perspectives qui accentuent la petitesse des objets posés par les artistes et architectes conviés à animer sur une soixantaine de kilomètres ce boulevard de fleuve entre Nantes et Saint-Nazaire. Le paysage et ses monuments industriels écrasent les quelques efforts des artistes pour attirer l'attention. Noyées dans la nature, les œuvres grandeur nature manquent carrément de grandeur.

* 20 minutes, le 5 juin 2007
** Presse-Océan, le 28 janvier 2006
*** Ouest-France, le 26 novembre 2006

LULU COMMISSAIRE GÉNÉRAL de L'ÉDITION ESTUAIRE 2009 < 2011



PROJET DE NANOSTADE DE LIGUE 23. UN QUESTIONNEMENT SUR LA VANITÉ DE LA COMPÉTITION.
500 000 CARTONS DISSÉMINÉS DANS LA VILLE, POUR QUE CHACUN PUISSE VIVRE UNE NUIT DE SDF. 60€ LA NUIT, PETIT DÉJ DANS LES POUBELLES NON INCLUS.

Est-tu-ereinté

Juste pour vous faire marcher

Pour se consoler du désarroi des visiteurs devant des œuvres riquiqui, pas vraiment spectaculaires, ou pas très passionnantes, les organisateurs disent qu'au moins, tout ce bazar aura servi à faire découvrir les paysages de l'estuaire à un public qui n'y avait jamais fichu les pieds. Pendant le fiasco, la randonnée continue. Et puis il y a ceux qui ont pris le bateau, sans parler du nombre invérifiable de badauds rameutés par l'inauguration, ou qui ont fait la route en bagnole ou en vélo le long de l'estuaire. « En dessous de 500 000 personnes, ce serait un échec », a dit Blaise*. Ça pose son succès, ça, l'audimat. Même si les gens repartent déçus, frustrés. « C'était mieux à la télé », soupirent ces paysans du coin, venus voir de quoi ça avait l'air, à Lavau. Quand on vous dit que la télé ment.

* Presse-O, le 28 janvier 2006

Pérenne et le pot à eau

Le non concept du non consensuel

C'est pas de la soupe, c'est du ratage.

La manifestation a su produire ses déceptions manifestes. Comme l'œuvre d'Ange Leccia sous le tunnel Saint-Félix, un simple éclairage assez basique que le commanditaire Jean Blaise considère lui-même comme raté. C'était pourtant bien vendu: il fallait absolument découvrir « l'œuvre aux mille reflets » Mur ou porte, on ne savait pas trop: « Telle une porte vers une autre dimension, ce mur lumineux agit comme un appel à pénétrer dans ce boyau magique qui traverse la ville ». C'est pas tout: « Un halo de lumière, dans un spectre chromatique contraire aux lumières urbaines et proches des couleurs de l'estuaire ». Manque de bol pour le lyrisme et ce sens du contraire de l'urbain qui distingue les grands projets des fumisteries, l'œuvre est désavouée par le grand manitou Jean Blaise qui la range dans les « propositions artistiques non consensuelles ». Un euphémisme pour fiasco, sans doute.

Il appose le même diagnostic pour la « machine à remplir la Loire » à Indre, simple installation de pompage de la Loire, dotée d'un bête jet d'eau rejetant la flotte. À Couëron, le banc sur lequel il faut s'asseoir pour

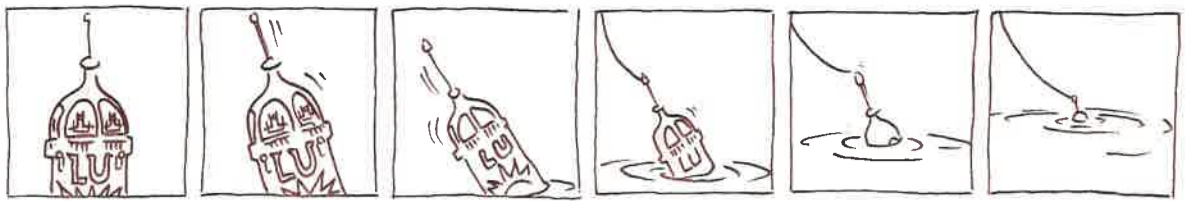
déclencher un jet d'eau, « une action presque effrayante sur le paysage », hésite entre gadget et animation foraine. Ce qui a quand même titillé les petits malins, puisque le dispositif (comme disent les cultureux) a été, détraqué trois fois de suite par des vandales sans foi ni Loire.

Le catamaran à passagers qui fait la croisière dans les deux sens, ce n'est pas un bateau mais un « objet flottant potentiellement furtif ». Le système de miroir ne reflète rien des berges. Rien que cet habillage artistique n'a connu que des déboires. Les hublots transformés en vitre sans tain se sont révélés opaques ou presque. On ne voyait rien à travers. Il a fallu les enlever. Les plaques réfléchissantes habillant la cabine se décollent. La demande était sans doute injouable. Un tel navire ne peut pas vraiment être customisé comme un vulgaire tracteur déguisé en char de carnaval. Le bateau gardera sa forme et son allure, et restera opérationnel dans ses éléments: l'eau, le courant, le clapot. Comme proposition artistique, comme on dit, c'est forcément un peu limité. Mais comme questionnement sur la non consensualité, chapeau.

Complètement plouf

Lavau à vau l'eau

Le 10 juillet, la maison flottante de Lavau a carrément pris le bouillon. Chavirée lors d'une manœuvre. Les communicants de l'organisation invoqueront la Loire pleine d'eau à cause de la météo qui pleut. Faut bien dire quelque chose. La conception de la maison avait prévu des ballasts, les réservoirs permettant de stabiliser la structure comme un simple cargo. Mais la maison coulait un peu trop et on a voulu la rendre moins englutie, plus visible. Lui sortir un de ses deux étages de l'eau. C'est en effectuant un hasardeux déballastage que la bicoque a fait un quart de tour et s'est couchée sur le côté. À l'occasion, un accident a été évité de peu. La dizaine de techniciens qui travaillent sur la maison n'a eu que le temps de plonger dans la Loire pour éviter de se faire smasher par la baraque en train de chavirer. Si on parle de sécurité considérée comme un des beaux-arts, on va croire qu'on veut noyer le poisson.



Crêperie jaune

Déconfit de canard

Le canard ne manque pas d'air. Il manque juste d'étanchéité.

La paix mondiale est foutue. On ne verra pas le canard « figure amicale qui rayonne de son jaune éclatant au long de ses voyages pour apaiser les

tensions mondiales », comme a dit l'artiste. Pourtant, à lire tous les canards nationaux, soigneusement compilés par la revue de presse de la Mairie de Nantes, on aurait pu croire que le canard géant de 20 m a été en place depuis le début. C'est le danger des articles d'annonce faits à distance, à l'avance et donc avec des promesses qui comme chacun sait, n'engagent que ceux qui veulent bien y croire. Les journalistes ont cru sur parole les organisateurs. Mais dégonflé presque en permanence aux premières semaines de son apparition, le canard de bain de Florentijn

On verra de bain, mon canard

C'est la danse des canards

Un canard de perdu, 28 000 de retrouvés. Guettez les côtes.

Pour Estuaire 2007, le canard gonflable géant est désormais à placer au registre des profits et des pertes. Pas étanche, il n'est pas gonflable. Il reste aux organisateurs de la manifestation à se consoler en espérant que des centaines de canards pour bébé dans le bain, format réel, débarquent spontanément sur les rives de l'estuaire. L'histoire est véridique. Le 10 janvier 1992, une vingtaine de conteneurs renfermant 28 800 canards en plastique jaune, des tortues bleues et des grenouilles vertes passe à la mer, échappée d'un cargo. De la bonne camelote puisque ces petites bêtes en plastique n'ont pas coulé et se baladent depuis sur les mers, au gré des courants. On en a retrouvé sur la cote ouest canadienne, au-dessus de l'épave du Titanic, en Alaska, à Hawaï et pris dans les glaces de l'Arctique. Cet été, des experts comme l'océanographe anglais Curtis Ebbesmeyer les attendent sur les côtes de Grande-Bretagne. Et donc pourquoi pas sur les plages de la petite Bretagne, les canards à la dérive n'étant équipés d'aucun GPS.

Les jouets ont aidé les chercheurs à dresser la carte des courants et des vents de surface, deux fois plus rapides que les courants. Tout ça bien mieux que grâce aux flotteurs que les scientifiques utilisent*. Attention, le vrai canard naufragé doit comporter la marque « First Years » et le logo de la compagnie américaine gravée dans le plastique. Sinon c'est du plastoc en toc.

* The Daily Mail, le 27 juin 2007

Hofman s'est montré en crêpe jaune avec des plis partout. En manque d'air. Le bureau d'étude hollandais s'est en mordu les plumes pendant un bon mois, jusqu'à trouver comment faire un canard super gonflé, accosté devant la base sous-marine de Saint-Nazaire. Court répit du second week-end de juillet. Le canard maousse était trop près du quai. Il a fallu le dégonfler. Quand les pompes à air ont voulu lui redonner du volume, il a carrément pété. Crevée, la mascotte, sans avoir jamais travaillé. Ça en bouche un coin. Sollicité par Lulu, l'artiste hollandais n'a pas souhaité s'exprimer. Fumasse, Jean Blaise veut coller un procès aux entreprises qui ont opéré sur l'enveloppe gonflable. On passe à l'art du contentieux.

TOTAL PARTENAIRE OFFICIEL JEAN BLAISE MISE SUR LA PÉRENNITÉ



Total respect

Programme « pétrole contre culture »

En 2004, à mi-chemin entre la marée noire de l'Erika et la date du procès, Total a créé la « Fondation Total pour la biodiversité et la mer » qui s'intéresse, comme c'est curieux, aux zones humides et aux zones protégées. La fondation a financé la recolonisation du bassin de la Loire par les saumons. Et le relevé topographique du Trait du Croisic. La Folle Journée est un bon moyen d'effacer les souvenirs trop gluants. Partenaire officiel principal d'Estuaire 2007, Total se veut plus blanc que jamais. Faut en faire, des efforts, une fois qu'on a eu son nom englué dans de sombres histoires de marée noire. Y'en a qui rient jaune, d'autres que ça fait marrer noir.

Rond-pointage

Coûte pas bezef de ronds

Quand il se sent visé sur le coût de l'opération, Jean Blaise tente de relativiser. Estuaire 2007, annoncée à 7,4 millions d'euros, mais c'est peanuts: « Quand on ramène ça au coût d'un rond-point, entre 100 000 et 200 000 euros, ça ne coûte pas cher ». Ce qui ferait donc de la manifestation artistico-touristique un genre de collection de 37 à 74 giratoires ratés. Un truc à tourner en bourrique.

* Presse-Océan, le 28 janvier 2006



UN PATRON CONDAMNÉ À REMBOURSER



Medefiance

Reprise de justice pour le N°1 du Medef

L'ex grand patron va devoir casser sa tirelire. C'était à la une de Lulu en avril 2004*. Jean-Claude Branellec, le fier président du Medef de Loire Inférieure, embourbé dans une sale embrouille : « Le numéro un du Medef a doublement failli. Failli dans son rôle d'entrepreneur, et failli se retrouver devant un tribunal ». Depuis, l'ex-number one s'est fait rattraper par la justice. L'accord amiable n'a pas marché avec le repreneur bafoué, pourtant ancien banquier à la Caisse d'Epargne et qu'on aurait cru plus affûté. Petit rappel : Branellec met en vente ses deux boîtes de réparation et de motorisation navales de Saint-Nazaire (R2N et Sama-Sermi), et la holding qui les chapeautait, Marine propulsion. Mais le brave Jean-Claude prend quelques libertés avec les usages avec la sincérité des comptes, comme on

dit. En clair, il a un peu camouflé les vices cachés de ses sociétés. En langage feutré, on dirait qu'il a un peu surcôté la valeur de son conglomerat. En fait, le groupe était bien plombé, puisqu'il a vite été liquidé judiciairement, trois mois après la reprise. Tout le monde sur le carreau. Merci patron. Fin mai 2007, la cour d'appel de Rennes a confirmé l'annulation de la vente. Retour à la case avant l'entourloupe. L'ex-number one du Medef 44 devra donc rembourser les 1,37 millions d'euros de la vente, sans parler des frais de procédure. La vie est dure pour le désinvestisseur. Le voilà contraint par une justice gauchiste à redimensionner ses capitaux en retrouvant une capacité à générer des flux de trésorerie positifs. Ça s'appelle rendre le pognon. Tel est pris qui croyait reprise.

* Lulu n° 44, « Le président Branellec disparaît dans un trou »

A la petite semaine

France 3 fait remplace nette

Jetée de France 3 du jour au lendemain, une monteuse ne s'est pas démontée : elle a collé la chaîne aux prud'hommes

13 ans de bons et loyaux services, 508 CDD et puis plus rien ! La monteuse assignée au remplacement de permanents, intermittente de la télé régionale de service public a saisi les prud'hommes en mai dernier. Cette péronnelle demande carrément son intégration dans la boîte. A l'audience, la direction de France 3 n'avait envoyé personne. Service minimum. Juste un avocat. La présidente du tribunal s'étonne. « Le PDG Patrick de Carolis n'était pas disponible ! » rétorque avec condescendance l'avocat. Agacée, la présidente rappelle qu'aux Prud'hommes, il est plus que conseillé que les deux parties soient présentes, et tacle l'avocat : « Il y avait sûrement quelqu'un d'autre dans tout France Télévision qui aurait pu se déplacer... C'est une grande entreprise, tout de même ! »

« Une grande entreprise qui use et abuse de manière structurelle des CDD pour pallier un sous-effectif chronique », explique Philippe Gautier qui défend la salariée pour la CGT. Chaque vendredi, elle attendait le coup de fil de France 3 pour savoir les éventuels jours de remplacement la semaine suivante. Une planification à la petite semaine, alors que son boulot est pourtant lié à l'activité permanente et régulière de la télé : elle monte les sujets d'actu du journal régional diffusé tous les jours de l'année.

Le manège dure pendant plus de 10 ans. « Des années où c'est très difficile de planifier un rendez-vous médical ou prendre des congés pendant les vacances scolaires », relate la monteuse. Reconnue et appréciée de ses confrères et fatiguée de cette précarité, elle finit par présenter sa

candidature aux postes de chef monteuse qui s'ouvrent. Très appréciée sous contrats précaires, mais là, plus du tout pour un job permanent. La salariée a postulé quatre fois en trois ans. C'en est trop. La direction de France 3 décide en septembre 2006 de cesser toute collaboration avec cette pénible. Du jour au lendemain. Sans préavis. Sans indemnités. Et surtout sans lui signifier quoi ce soit. De l'avantage des CDD ! L'audience a permis de se pencher sur le planning des remplacements. Un bel outil, géré informatiquement à France 3 et « qui maintient les salariés intermittents sous la barre des 140 jours par an ». Histoire de rester conforme à la convention collective de l'audiovisuel qui encadre le recours aux contrats précaires et prévoit une intégration automatique si l'employeur dépasse ce

Boîtes noires

Alors, on se fait tirer l'oseille ?

Dans la zone industrielle de St-Viaud un sacré bintz qui ressemble à un bizness.

C'est une histoire de faux procès-verbaux d'assemblée générale, de documents bidouillés, de notaires qui signent les yeux fermés, de subventions pour créer des emplois et pas l'ombre d'un emploi. Et de juteux loyers empochés à la place.

À l'embouchure de la Loire, en 1999, la communauté de communes du Sud-Estuaire** a cassé sa tirelire pour construire un petit ensemble de bureaux et ateliers, sur la riante zone industrielle de St-Viaud. Bâtiment concédé à un entrepreneur hardi, qui promet par contrat de créer au moins cinq emplois dans un délai de cinq ans. Ancien ingénieur des Chantiers de l'Atlantique recyclé, Jean-François Durand se fait refiler le bâtiment, avec un crédit-bail sur 22 ans pour sa première société, Serem. Impossible de sous-louer ou de céder le bail, dit expressément le contrat signé avec la collectivité. Puis la collectivité finance une extension du bâtiment et glane de nouvelles subventions. Au final, 394 000 euros d'aides extérieures pour l'opération dont le budget est de 1,197 million d'euros. Sans sourciller, Durand oublie ses co-actionnaires en rédigeant un PV d'assemblée générale dont ils n'ont jamais entendu parler. De quoi transférer le crédit bail de la Serem à la Sarl Ilovik, que Durand

contrôle totalement. En fait, pas tout à fait : le monsieur s'est octroyé 999 parts de la Sarl, ne laissant qu'une seule part à son épouse. Une moitié réduite à 0,1%. Limite méfiant, le mari... Agence immobilière sans salarié, Ilovik sous-loue allègrement les locaux à une troisième boîte et au tarif fort, près de deux fois et demi le prix du marché des loyers industriels dans le secteur. La machine juteuse est en place.

De prometteur d'emploi, Jean-François Durand s'est mué en entremetteur immobilier subventionné. Bien joué. Sauf que le conseil général de la Loire-Inférieure n'a pas aimé le coup fourré. La société n'étant pas éligible à ses aides, en 2004, le département demande le remboursement de la part d'aides publiques qu'il avait octroyées. Au bureau des hypothèques de Pornic, on trouve de bien curieux documents, avec de jolies clauses raturées que les deux notaires ont oublié de voir, attestant qu'aucune rature n'est à signaler. Pour des notaires garants de la rigueur des actes, c'est passible de gros ennuis.

Les emplois qui devaient être créés ? Interrogé par Lulu, le maire de St-Viaud affirme qu'il n'est « pas au courant ». Quant à Jean-François Durand, il coupe vite court à la conversation :

« Tout est régulier. Aucun souci ». D'autant que selon lui la première société « a créé dix emplois avant d'être liquidée ». Le président de la communauté de communes, Christian Renaudineau, prétend qu'il y a eu « une trentaine d'emplois » à la clé. Alors quoi, aucun, dix, trente ? Mais le problème n'est pas la Serem, le premier bénéficiaire. C'est le deuxième crédit-bail, avec l'agence immobilière Ilovik, qui n'a pas respecté ses engagements, ni créé le moindre emploi. Christian Renaudineau** assure que tout ça, « ce sont des affaires privées entre anciens associés » et qu'il n'a « aucune opinion sur le sujet ». Il y a pourtant des gens qui cherchent à se faire une opinion. La justice, le fisc, la brigade financière de la police judiciaire, l'ordre des experts-comptables, celui des notaires. Pourvu qu'on ne trouve pas que quelques acteurs de la collectivité locale se soient fait payer leurs loisirs de golf et des séjours à l'étranger, tous frais payés. Ils ne voudraient pas faire les frais de l'opération.

* Crédit-bail : du leasing en français courant.

** Maire UMP de St-Brévin de 1995 à la mi mars 2007, Christian Renaudineau est resté à la tête de la communauté de communes du Sud Estuaire, qui regroupe St-Brévin, Paimboeuf, St-Père-en-Retz, St-Viaud, Corsept, et Frossay.

seuil. Dans le cas précis de cette salariée, France 3 a fait une boulette et lui a signé 142 contrats en un an. Deux de trop !

En face, l'avocat de la chaîne explique sans sourciller au tribunal que « c'est ainsi que fonctionne la télévision en France depuis des années » et que « même la cour de cassation ne l'a pas remis en cause » concluant « je ne crois pas que vous puissiez aller contre. » « Oui, reconnaît Philippe Gautier. Sauf que ce sont les décisions de la convention collective qui priment ».

L'un des conseillers prud'homaux demande pourquoi France 3 n'a plus proposé aucun contrat, du jour au lendemain. Léger blanc. L'avocat, un brin agacé : « Mais... c'est qu'il n'y a plus de travail ! » Les prud'hommes ont jusqu'au jugement le 13 septembre pour potasser la liste des jours de remplacement à France 3 Nantes depuis qu'elle n'y travaille plus : s'il n'y a plus de taf pour la monteuse, il y en a pour d'autres précaires. A condition qu'ils ne se montent pas le bourrichon pour monter à l'assaut de leurs droits.

French baule of life

Courage, Fillon !

France des palaces, France du sur-place. Terre de contrastes.

À La Baule, pour la Word investment conference, mini sommet mondial de l'investissement juteux, François Fillon décline les plus et les moins français. Positif : « Notre productivité horaire et la french way of life qu'illustre si bien la plus belle plage d'Europe qui nous reçoit ». Négatif : « La France travaille moins que les autres pays européens ». Puis les marottes de la droite, fiscalité trop complexe, et le droit social : « Il doit être modernisé, simplifié et sécurisé ». D'un côté la France des palaces, où la productivité se mesure à la note de la suite d'hôtel payée par les organisateurs de conférences fumeuses, et de l'autre la France traîne savate, syndicaliste, compliquée, vieillotte. Pas confondre places au soleil, et places au sommeil.



ALCATEL <> LUCENT 2007.2008

LA BIENNALE <> DES LICENCIEMENTS <> PERENNES

une performance de rue, funnars



le rond-point comme métaphore du conflit nature-culture

Herbe folle sans le moindre sponsoring



NON AU LICENCIEMENTS POURSUIVERS

Un événement de plein air accessible librement

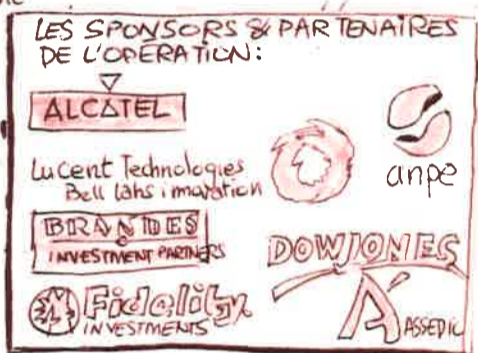


le collectif d'artistes suggère ainsi que le tripisme du réel perenne submerge le contrat social, déstructuré par des stratégies spéculatives

Le nouveau logo à des ailes de serpent qui se mord la queue



POUR L'ART CONTEMPORAIN, L'ÉCONOMIQUE EST EN PASSE DE DEVENIR UN MATÉRIAU PRIVILÉGIÉ DE LA CRÉATION IN SITU. CETTE INSTALLATION DEVANT L'USINE D'ORVAULT DÉCLINE UN CONCEPT FORT: LE THÈME DE CETTE INSTALLATION, C'EST JUSTEMENT LA DESINSTALLATION SOCIALE. INCARNÉ ICI PAR LA LUTTE DU VÉGÉTAL CONTRE LE CAPITAL.



La faute à Russo Un mariage et 12 500 enterrements

Un petit dej, offert aux salariés en décembre 2006, a fêté le mariage de Patricia Russo, patronne de l'américain Lucent et Serge Tchuruk pour Alcatel. L'union des deux grands équipementiers en télécoms se résume ainsi : un mariage et 12 500 enterrements : plus de 15 % de ses effectifs à déguerpir dans le monde entier : Allemagne, Espagne, Hollande, Belgique... À Orvault, c'est un quart de l'effectif qui tomberait. Depuis, Serge Tchuruk a empoché une prime de départ de 5,6 millions d'euros, bonus qui s'ajoute à son salaire de 8,2 millions d'euros en 2006. Deux fonds de pension américains, Brandes Investment Partners et Fidelity investments, sont les principaux actionnaires d'Alcatel-Lucent. En jargon boursier, le bilan pour 2006 est plutôt serein : Alcatel-Lucent a réalisé des revenus ajustés pro forma de 18,3 milliards d'euros. Le libéralisme, c'est vraiment pro formadable.

Louboutin mondain Le rectificateur de vérité

Patron de presse moderne, regardant sur son image dans toute la francophonie et au-delà, Hervé Louboutin a une référence dans l'encyclopédie contributive Wikipédia, version française. Chapeau bas! Sauf que c'est pas le Bottin mondain et que ce n'est pas lui qui a rédigé sa fiche perso. La page est donc dénuée de complaisance et rappelle notamment comment il a été bouté hors de Presse-Océan pour des écrits demandant de ne pas accabler Maurice Papon. Et ron et ron petit patapon, il a du prendre la porte. Ce qui n'est pas le meilleur moment de son CV. En juillet, très curieusement, l'article « Hervé Louboutin » a fait l'objet de modifications répétées de la part d'un contributeur anonyme cherchant inlassablement à faire disparaître une information... dont la source est La Lettre à Lulu. Chez Wikipédia, ces interventions anonymes à répétition, on appelle ça du « vandalisme ». Mais les archives de Wikipédia sont très bien tenues et le manège a poussé les habitués à remonter tout naturellement à l'adresse pas si anonyme que ça puisqu'elle est domiciliée très officiellement au Nouvel Ouest : le magazine de Louboutin, le petit malin qui en a marre de retrouver ses états de service les moins glorieux courir sur tout le net. Dévoilé, il a tenté le plaidoyer pro domo à visage découvert. Celui qui avait pu écrire sans vergogne « Il faut rectifier la vérité » en a un peu ras le bol de ces vérités. Il préfère sa rectification. Il n'a pas du tout été viré de Presse-O : « J'ai négocié mon départ pour des raisons de stratégie sur la ligne éditoriale du titre ». Un peu plus, on le traiterait de négociant.

En-tête Orvault mieux que deux tu l'auras

En pleine panade de la société Alcatel-Lucent, le maire d'Orvault s'inquiète d'une éventuelle disparition de l'usine du groupe implantée sur sa commune. Le communiqué à en-tête de la mairie clame : « L'ORVitalité se porte bien. Cultivons-la ensemble ! ». Faut le dire orvite.

Mystère et boule de com Le pouvoir à la lettre

L'agence de presse API a confié à une agence de com la confection d'un slogan formidable pour vanter ses mérites de sa lettre économique. Et ça donne quoi ? « Vous donner le pouvoir de décider ». Le terme « donner » est à prendre avec des réserves, puisque ce pouvoir est vendu sur abonnement uniquement. La presse, le combien-tième pouvoir, déjà ?

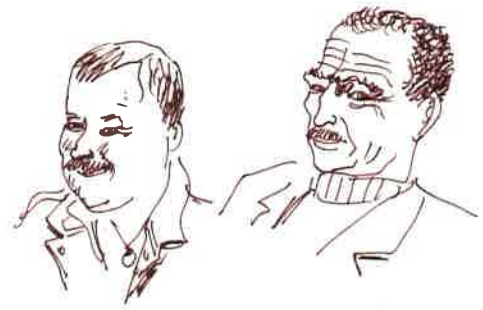
Canardimania Sous peine de poursuites

Insupportables supporters : ils veulent parler du FCNA en donnant le nom du club.

Pas touche! Fin juin, une demi-douzaine de sites de supporters des Canaris, forums de discussion et blogs, ont reçu une lettre recommandée. Une lettre de menace adressée par le service juridique de leur club favori. Une lettre étalant un luxe de ces menues attentions qui créent des liens indéfectibles. Des mots doux comme « poursuites au pénal », « contrefaçon de marque », et autres gentillesse comme « passible de 450 000 euros » d'amende. Un webmaster explique sur son site : « Le FC Nantes revendique le nom de domaine que nous utilisons (www.vivefc-nantes.com) et exige que nous retirions le terme "fcnantes" de notre adresse Internet ». Un de ces sites a même eu la demande expresse de cesser les concours

de pronostics en ligne. Une injonction assez amusante, venant du club qui a quand même eu comme sponsor officiel, « Gamebooker », un site de pronostics en ligne. Ça n'a duré que quelques matches à l'extérieur, mais quand même. L'opération de mise en demeure de tous les sites gravitant autour du FCNA leur demande de retirer tout logo, tout nom FCNA, FCN, appellation protégée, déposée, chasse gardée. Faut pas gêner le vrai, le seul, l'unique site officiel du club bien susceptible. On intime l'ordre aux webmasters de bien indiquer que ce sont des sites non officiels. Une bonne manière de se réconcilier avec ses supporters. A l'heure de la descente, le club montre qu'il sait aussi jouer la détente.





Pas mieux Un échec en demi Pinte

Le candidat putatif de la droite aux municipales n'est plus du tout tatif

L'« ami » du premier ministre, se demande aujourd'hui encore comment il a pu se planter. « Je ne vois pas ce que nous avons pu rater dans cette campagne ! Je pensais que cinq années de travail sur le terrain auraient permis d'aller au-delà de l'étiquette. Je ne m'attendais pas à un tel écart ». Candidat malheureux aux législatives sur la 2ème circonscription de Nantes, l'ex-homme fort de la droite locale peut s'asseoir sur ses ambitions municipales. La faute au scrutin : Marie-Françoise Clergeau, n°2 de la majorité municipale, qui ne passe pas pour une foudre de guerre, s'est baladée avec 4000 voix d'écart. Ghislain Gomart, président départemental du Forum des républicains sociaux et lui aussi candidat à droite, n'hésite pas à balancer: le jeune Pinte n'est pas taillé pour le poste : « François Pinte s'est beaucoup investi mais a-t-il le charisme nécessaire pour mobiliser » alors que « son échec est cuisant » ?

Osons !

« L'échec est le rendez-vous de ceux qui osent », déclare Pinte, à tous ceux qui lui disputent déjà le leadership. Esbroufe, débandade, démobilisation : « Personne ne veut y aller et personne ne veut que l'autre y aille », s'amuse un encarté UMP du département. Sylvie Jozan ? « Elle s'est grillée aux législatives. » Jean-Pierre Le Ridant ? « Pas mieux » ! Michel Hunault, Annick de Roscoat (CNI) et même Paul

Poirier, architecte dans le civil et parfait inconnu, se déclarent chaque semaine. Alors, qui pour incarner l'union et jouer les challengers d'Ayrault aux municipales ?

N'est pas du quartier celui-là ! Dans les quartiers populaires, Pinte a pu mesurer son impopularité. Il avait pourtant tombé la cravate et tout fait comme il faut. Invité le 14 juin, au même titre que la député Clergeau, par une association de jeunes de la Bottière-Pin-Sec, il reconnaît : « Décidément je ne suis pas majoritaire ! Mais j'aimerais que vous puissiez vous dire en me regardant, ce gars-là, il mérite le respect, parce que j'ai la volonté de m'investir dans les quartiers de Nantes ». Du respect ! Suffit pas d'afficher le minois de Rachida Dati*, la Garde des Sceaux, sur ses tracts de campagne et de lui faire dire : « Je sais que tu auras à cœur de t'occuper des quartiers La Bottière et Malakoff », puis de promettre « d'aider tous les gens qui cherchent du travail » pour convaincre. Pas même en étant pote avec Daniel Augereau, le patron de Synergie et chantre de l'intérim. Ta voix contre un job... C'est pour quand l'ouverture des postes.

Anis Mauresque

* François Pinte a plein d'amis au gouvernement. Il le fait savoir : le portrait de Rachida Dati sur les tracts de campagne pour parler aux quartiers populaires, c'est bien. Les sourcils de François Fillon pour l'hypercentre, c'est mieux. Ça doit être ça la discrimination positive.

Nantais, t'es pas Breton !

Le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne, c'est non ! François Pinte et Marie-Françoise Clergeau sont au moins d'accord sur ce point : pas question de charcuter les Pays-de-la-Loire. L'UMP a bien une idée : la création « d'un conseil ou d'une commission pour débattre des thèmes culturels, du développement économique et du tourisme ». La députée socialiste ne propose rien mais elle refuse toute annexion. Pas sûr que les responsables de l'UDB, membres actifs du comité de soutien de Marie-Françoise Clergeau apprécient. Eux qui font de « l'autonomie » et de « la réunification administrative de la Bretagne » (Art.2 et 5 de la Charte) un droit indiscutable de leur lutte politique.

Relation presse de couleur

La France d'après tout de suite

Le facièsme ne sapera pas. Ne sapera pas le moral en tout cas.

C'était au temps des législatives. Du temps où, entre deux tours, on prédisait une vague bleue horizon. François Pinte tient meeting à La Beaujoire, soutenu par François Fillon. Parmi les journalistes, Stéphane Perrier, qui a pris sa caméra et n'a pas pensé à changer sa couleur de peau pour faire son reportage au pays de la France d'après et la droite décomplexée. Il a gardé sa tête de tous les jours. Une tête un peu rasta qui alerte le service d'ordre de l'UMP. Un des gros bras croit repérer un sauveur en train de voler un pied de caméra près des issues de secours. Un black avec du matos qui vaut des milliers d'euros, ça relève manifestement du flagrant délit manifeste. Interpellation immédiate. Le journaliste a pourtant son accréditation en bonne et due forme autour du cou. Mais il a son look

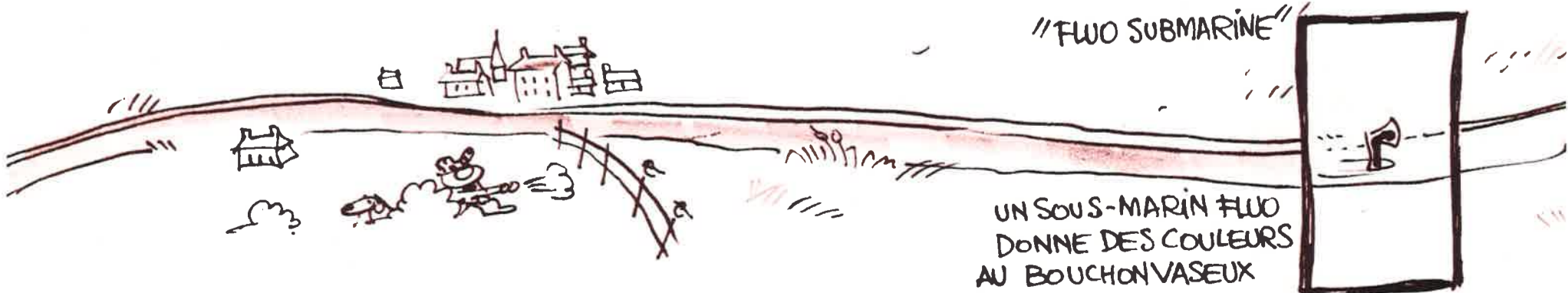
louche. Cette espèce de Yannick Noah qui s'intéresse à du matériel de vrai journaliste, c'est forcément la banlieue anxieuse qui débarque pour faire la nique aux nouveaux maîtres de la France. Un des trois cerbères lui confisque sa carte de presse. Plusieurs fois, le balèze pousse de la main le journaliste, comme pour provoquer le pétage de plomb légitimant une intervention musclée. Le ton monte. Les gros bras exigent une protestation en sourdine pour éviter le tapage dans la salle du meeting. Ils veulent expulser le trublion, pourtant défendu par ses collègues de la presse locale qui attestent bien qu'il est des leurs. Il faudra des membres de l'UMP locale pour indiquer aux mastards qu'ils se sont gourés. Le service d'ordre n'écoute que son devoir, servir l'ordre. Bienvenue dans la France de tout de suite.

Dégagent de police

La tentation de la chaise longue

Scène de genre sur la plage de La Baule, devant le palace Le Royal. Un dimanche à la mi-juillet. Il vient de pleuvoir et deux couples de jeunes gens se sont réfugiés dans les tentes rayées de la plage, captant un transat au passage. Surgit le locataire officiel des susdites tentes qui glapit comme un putois : « Dégagez ! » Faut dire que l'un des garçons est beur, l'autre noir. À La Baule, rendez-vous compte ! Le client va pleurnicher à l'hôtel de luxe, qu'on appelle la maréchaussée. Trois CRS déboulent, habillés de pied en cap, le flingue au flanc. Le contrôle d'identité est complet, appel au commissariat, noms, prénoms, vérifications

fichier. Mais les flics n'ont pas l'air ravis d'être dérangés pour de régler un conflit si mineur. Pour calmer les ardeurs du vieux schnock, les CRS demandent aux jeunes à leurs amies de s'éloigner. « Ils ne sont pas encore à assez loin », insiste le gravos furibard. Une dame tente de calmer : « Allons, moi aussi, j'ai squatté des tentes quand j'étais jeune ». Le bonhomme n'en peut plus : « Les petites punaises nous ont traité de racistes ! Le grand jeune homme noir a été très bien lui : il n'a rien dit ». La morale bien bauloise, c'est que quand on n'a pas la bonne peau, il vaut mieux avoir le bon réflexe, la boucler.



Buste do it !

Guichard plus bronzé mort que vivant

Olive sans Marius, c'est quoi c't'arnaque ? Et puis couler un bronze pour rendre hommage à un mort, c'est pas un manque de savoir vivre ?

Guichard, presque à poil ! La statue va de l'occiput au plexus, et s'arrête donc avant les roubignoles. C'est juste un buste*. Du coup, Guichard est plus petit mort que vivant. Plus bronzé aussi. On l'a statufié en le privant de son jeu de jambes. On aurait du le momifier, ça méritait au moins ça.

Le 29 juin dernier, François Fillon vient lever le voile sur le passé. Et même le trépassé. Fillon inaugure la statue du père fondateur des Pays de la Loire. C'est Daisy de Galard, la veuve en deuxième noces du Baron qui, sans appel d'offre avait choisi le sculpteur Jean Cardot. En 1999, la Ville de Paris avait un peu plus respecté le formalisme en nommant un jury, dont était Guichard, justement. Tout ça pour choisir le même sculpteur Jean Cardot, chargé de dresser De Gaulle en bronze sur les Champs-Élysées.

A titre posthume, Guichard gère habilement son plan de com. Très fort.

Trois militants bretons ont été arrêtés le 20 avril 2007 à la Baule. Près de 15 heures en garde-à-vue au commissariat. Leur crime ? Avoir démonté la plaque « Place Olivier Guichard » à Assérac et badigeonné de coltar la stèle dédié au Baron. Même fièvre dévisseuse à La Baule, avenue Olivier Guichard. A la troisième plaque, le trio des as du tournevis s'est fait poisser par une patrouille de police. Officiellement, les juges appellent ça des « soustractions frauduleuses » et des « dégradations de biens publics » quand un peu de peinture à donné une note artistique au happening. Les deux communes ayant porté plainte, le trio est convié en cor-

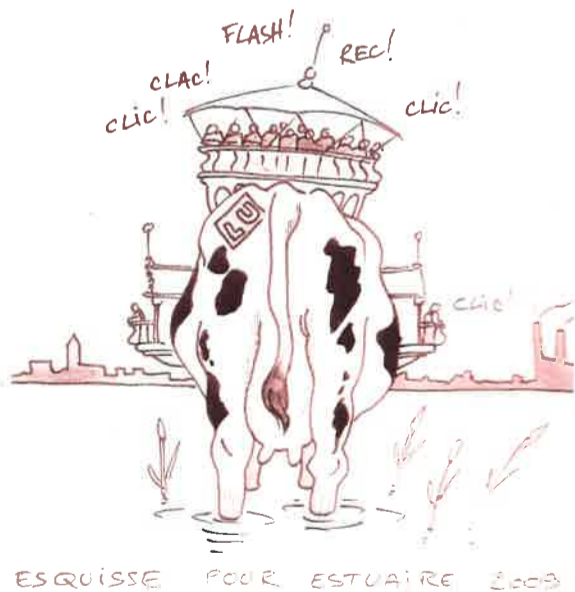
GUICHARD PAS CONTENT



rectionnelle à Saint-Nazaire le 23 novembre 2007.

Bemdez, un autre groupe breton, propose cette épitaphe pour Guichard : « Baron du gaullisme, affairiste, Sept fois ministre français, président de région fantoche, et maire de La Baule, défenseur de la partition administrative de la Bretagne du maréchal Pétain, fervent défenseur de Maurice Papon, complice de crimes contre l'humanité. » Ils ne se rendent pas compte du prix que ça coûterait à faire graver tout ça. Il y a des gens qui sont graves.

*La plaisanterie coûtera 94 650 euros pour deux statues, l'original au palais de région, et une autre, une reproduction, à l'abbaye de Fontevraud à inaugurer le 21 septembre.



Dadaïsme

Concours hippique de circonstances

Pour rénover son stade hippique, La Baule a sauté allégrement les obstacles des prix annoncés.

Toujours à cheval sur les principes de comptabilité publique, la chambre régionale des comptes s'est penchée sur le stade hippique de La Baule, haut lieu du jumping international. La Baule se veut La Mecque du canasson qui saute. Mais le stade François-André manque d'événements toute l'année. Construit en 1970, il accuse son âge. Plus aux normes pour accueillir du public. En 1998, première étude de faisabilité. Aucune suite. En 2001, nouveau budget pour une « mission d'élaboration du programme de l'opération qui n'a pas été menée à son terme ». Le cabinet de consultant préconise la polyvalence de l'équipement. Estimation des travaux : 4,6 millions d'euros. En avril 2003, malgré toutes les études préliminaires, on découvre le sale état de la piste et de la tribune du stade. Il faut revoir le projet, ajouter un économiste, un paysagiste, un spécialiste des aires de compétition et un bureau d'étude fluides.

Curieux : personne n'a prévu ce beau monde plus tôt. Le joli cafouillage fait grimper le coût de l'opération de 13,5 %, certains lots gagnant 20 % par rapport à la prévision. Les magistrats des comptes toussent aussi sur le flou des missions qu'elle entend rémunérer. Et ces dépassements couvrent à des problèmes prévisibles. Pour un équipement polyvalent, c'est-à-dire prévu pour d'autres plaisanteries que les seuls bourrins sauteurs, on attend encore les manifestations commerciales, culturelles, et congrès. Un peu de danse bretonne, une vente aux enchères. Pas de quoi casser trois pattes à un canasson.

Capitaine Paddock

La Baule, station debout

Président de l'union des commerçants baulois, Gérard Bosio déplore l'immobilisme de la station*. Il a un slogan : « La Baule debout ! ». Sans doute un clin d'œil à la commerçante avenue De-Gaulle, le général ayant entonné « La France debout ! », depuis reprise par le Front national. Rappelons que la station debout, même pénible, n'a rien d'une quelconque mise en mouvement. Mais le bouquier en chef ne vise peut-être qu'à mettre tout son monde au garde à vous.

* Ouest-France, le 7 février 2007

MATHS MODERNES



Au revoir les enfants

Un bon maître carré

Un maître des écoles très primaire bat en retraite.

De nos envoyés spéciaux en CM2. L'institut vieille école part à la retraite. Mais malgré sa pension, il veut travailler plus, gagner plus. Il l'a dit à ses élèves : il sera chauffeur livreur. « Je ne veux plus faire un travail intellectuel ». L'intello se limitait à apprendre à lire, écrire, compter. Pas compter sur lui pour lancer des pédagogies plus ludiques ou des échanges avec les autres instituteurs. Pas de dispersion.

Ça n'empêchait pas la bonne parole. Les bons préceptes s'affichaient en grosses lettres sur les murs de la classe : « Sois autonome », « Sois travailleur », « Sois respectueux », « Sois silencieux ». À côté, une autre affiche : « La victoire est en toi ». Un slogan d'évangélistes, de footballeurs sponsorisés et de sarkozystes.

« Ségolène Royal a prévu des classes de 17 élèves maximum. Mais qui va payer ? Vos parents ! », martèle-t-il aux mêmes entre les deux tours des présidentielles. Après les élections, il fait copier aux élèves : « Lundi 7 mai. Civisme. Les décisions sont prises par la parole, non par la violence. En démocratie, on se doit d'accepter les décisions contraires à nos vœux. On attendra de nouvelles élections ».

Les bambins lambins qui n'ont pas fini leur devoir à temps se retrouvent privés de récré. Le reste du temps, évaluations, contrôles, français, maths, et on recommence. Le tout assorti d'un classement permanent, constamment remis à jour au fur et à mesure des nouvelles notes. C'est ça, la vie : tous rivaux. Copains et copines de classe ne parlent que de grimper au classement, en misant sur la poésie mal apprise de l'autre, le faux-pas en calcul... Entre deux notations, l'institut fait la leçon sur les Chinois qui ont dépassé

les Français. A la course à pied, en record de camemberts avalés dans l'année ? Pas du tout. En acharnement au travail. Le maître explique que dans la compète internationale, les Français sont fichus s'ils ne bossent que 35 h, alors que les Chinois, eux, marnent allégrement deux fois plus.

Lors d'une rentrée, il y a cette phrase : « Bonjour les enfants, je suis votre deuxième papa ».

Pour les gamins de familles recomposées, qui ont déjà du mal entre leur vrai papa et le type qui vit avec maman la semaine, c'est un peu perturbant. Une année, la fille de l'institut squatte la classe de CM2, après le son collègue. Elle s'installe au fond, se met à l'ordinateur, et interrompt le cours pour demander un truc à son père. Tollé des parents. « Ma fille ? Mais les enfants l'adorent, plaide l'institut. Et je n'ai jamais dit "La France est foutue" après les résultats du référendum. Ni "On va se faire bouffer par les jaunes". D'ailleurs, je ne dis jamais ça. Je dis les "asiatiques". Si j'ai des écarts de langage, c'est ... affectif ».

L'institut a ses méthodes : comme celle de commenter les faits divers. Un chômeur s'est donné la mort ? « C'est comme ça qu'on finit quand on n'a pas bien travaillé à l'école ». Super morale quand les parents de certains sont justement au chômage. Mais le maître des écoles sait alterner avec des sujets plus légers : l'assassinat récent de Sophie Gravaud est ainsi devenu un feuilleton commenté jour après jour en classe, en lisant le journal. La vie, la survie, le travail, tout ça, c'est une compète. Et faut l'apprendre le plus tôt possible. Et on ne gagne qu'en battant les autres. La victoire, détend toi...

Célestin Freinage

"ROUND MID-TIME"

UN QUESTIONNEMENT ONIRIQUE SUR LESENS ET SUR L'OBLIGATOIRE, LES AIGUILLES D'UNE MONTRE, LE TEMPS QUI

RONDS-POINTS: AVEC LE BUDGET D'ESTUAIRE 2007, ON POURRAIT EN INSTAURER 70

PASSE ET L'IMPORTANCE DU REFUS DES TOURNANTS À DROITE. UNE ŒUVRE PROFONDE, COMPLEXE, ABSURDE ET POÉTIQUE

ON NE DIT PAS JEAN-LUC COURCOUE
MAIS ROYAL DE BAUAST



AVANT, ON ETAIT DES PEQUENOTS MAINTENANT, ON EST DES PEUPLE



Qui ça?

Ont œuvré à ce numéro : Pich, Julien Social, Ali Bobo, Canard Laqué, Jules de chez Smith, Mauresque, Sophie Nasri, Nicolas de La Casinière. Mise en page : L. Gikel. Directeur de Publication : Nicolas de La Casinière. N° ISSN : 1270-4911- N° CPPAP : 0211 G 88321. Dépôt légal à parution. Éditée à 3500 ex. sur papier recyclé par LNG 13 rue Antoine Lavoisier 44980 Ste-Luce pour : La Lutte à Lulu, asso 1901, 11 rue des Olivettes, 44000 Nantes. Toutes les archives du journal (sauf le dernier numéro) sur lalettrealulu.com. Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Abonnement 20 € = 10 numéros

Nom :

Prénom :

Adresse :

Chèque à l'ordre de
La Lutte à Leuleu,
11 rue des Olivettes
44000 Nantes

top antennes Allo la cuiller géante

Devine d'où j't'appelle? Les antennes-relais sont indispensables pour que les portables véhiculent ces dialogues culte. Mais en ville, ces antennes agacent les riverains. C'est moche, ça fait tourner le lait des vaches élevées dans les salons, ça empêche bébé de s'épanouir, pour ceux qui font un élevage de bébés. Alors, pour noyer ces antennes dans le paysage, les opérateurs ont fait appel à des apprentis designers et architectes. C'est moins cher que des vrais pros. Les 16 étudiants de l'école d'archi de Nantes et de l'école de design ont rendu leurs copie dans le cadre du programmes « harmonies et paysage ». On dirait le nom d'une secte new age. Sélection des résultats : les déguiser en faux poteau de basket, en silhouette féminine géante, en cuiller démesurée à côté d'un château d'eau sponsorisé par une marque de yaourt, par exemple. Il y a même un échafaudage en bord de mer qui affiche aussi l'heure, la température de l'eau... Autres idées géniales : planquer l'antenne-relais qu'on ne saurait voir en bougie factice, ou même en faux « arbre urbain ». On n'attend plus que les portables déguisés en vraies crottes de chien.

Gratos du grand soir Clando mais pas trop

À la veille du premier tour des présidentielles, d'intrépides militants anti-Sarko battent le pavé du centre-ville nantais pour distribuer un faux gratuit, vrai plaidoyer contre l'héritier spirituel d'Iznogoud. Ce canard, GratoSoir*, appâte le chaland à coups de révélations fracassantes sur Paris Hilton, starlette plus-nunu-que-tu-meurs pour tabloïds. En une vingtaine de pages, le gratuit dénonçait en fait les grandes œuvres du locataire de la place Beauvau de l'époque. Le courage n'étouffant pas les auteurs de ce pamphlet, ils ne l'ont pas signé. Le 28 avril dernier, Presse-O révèle que « des étudiants en communication d'Angers seraient à l'origine de cette publication ». C'est que ces pamphléaires masqués ont laissés trainer leurs patronymes complets dans les pages source de leur site web. Nous v'la bien avec de pareils pieds-nickelés à la tête de la résistance contre Sarko 1er... *<http://www.umpsarkozy.fr/GratoSoir.pdf>.

LATULULULU?

MONUMENT HISTORIC-RAC

Télérama n° 2992 n° 19 mai 2007

Le petit-beurre a pris un coup de vieux. Sur deux pages, le magazine présente le Lieu unique : « Le bâtiment du XVIIIème siècle, classé patrimoine industriel ». Le hic, c'est que les premiers bâtiments en question n'ont été édifiés que dans les premières années du XXème. Quant à la tour, son chapeau date de 1998. Deux siècles dans la vue, c'est rien du tout, à l'échelle de l'humanité. Mais comme c'est pas l'Huma, mais Télérama, alors disons à l'échelle de la télémanité.

NANDE DE GANTS !

Ouest-France, le 23 juin 2007

C'est un coup de main en bande organisé. Trois étudiants en BTS du lycée Livet viennent de décrocher un premier prix de la conception d'outillage sophistiqué. Leur machin va changer l'avenir de la planète. C'est un truc indispensable à légèrer aux générations futures. Leur projet de machine a un objet bien précis, elle sert à enrouler les bandelettes autour des poings des boxeurs avant d'enfiler les gants. Reste plus qu'à mettre au point un logiciel pour faire les nœuds de lacets sans enlever les gants de boxe et un appareil infailible à démolir automatiquement le tarbouif de son adversaire.

LA LOI DU MILIEU

20 minutes, le 28 juin 2007

La page sports évoque une recrue du club de foot nantais, le Zimbabwéen Harlington Sherini. Son profil est clair : « Un milieu de terrain défensif (1,86 m, 82 kg), capable d'évoluer dans l'axe de la défense ». En voilà des atouts. Si en plus un tel centriste se recentre sur son cœur de métier, et montre qu'il sait défendre le milieu du terrain contre les attaques de tous les côtés, de devant et de derrière, de droite et de gauche, ça sera parfait.

L'ADJOINT AU BEURRE

20 minutes, le 28 juin 2007

Baptiste Gentil est le nouvel entraîneur adjoint des Canaris. Il annonce son palmarès, avoir réussi à faire grimper Ajaccio de promotion d'honneur en D2 et tout ça en 9 ans. « Si je compare le défi ajaccio et le défi nantais, je dirais que faire remonter le FCNA, c'est du beurre ». Les canaris vont donc être les premiers joueurs de foot à jouer dans du beurre qui remonte. Crampons courts ou crampons longs ?

PSEUDONYME

Ouest-France, le 25 juin 2007

Pour l'inauguration du TGV-Est, Ouest-France a un envoyé spécial. Est, ouest, tout ça, c'est toujours la France. Le trajet était paraît-il enjoué : « Le fait que ce soir nouveau rend le voyage encore festif », confie une contrôleuse, qui apparemment se prénomme Marie France. Mais en fait c'est un faux nom : « Quand la SNCF a souhaité que chaque agent commercial puisse être identifié, on a demandé à pouvoir utiliser des pseudonymes. Cela nous semblait plus prudent, car nous avons aussi un rôle représentatif ». Vive la France parano ! On n'attend plus que les contrôles des billets en cagoules.

TUEUR À GRANDE VITESSE

Ouest-France, le 25 juin 2007

Toujours pour l'inauguration du TGV-Est, l'envoyé spécial d'Ouest-France raconte froidement le carnage. Le bolide lancé à 320 km/h est un engin tueur. « Bang ». Sans point d'exclamation. C'est le bruit d'un oiseau percuté en pleine vitesse par le train à grande violence. « Une buse ou un corbeau », analysent froidement les deux cheminots aux commandes du TGV. Au retour de Strasbourg, c'est « un lièvre qui viendra s'empaler sous le TGV ». On ne sait pas quel bruit a fait : Schplooumf, ou ouille ouille ouille, ou « Chérie, dis aux gosses que je n'ai pas souffert ». La société protectrice des locomotives n'a pas non plus fait de communiqué.

AU PIED DE LA LETTRE

Ouest-France, le 30 janvier 2007

Imbroglia anatomique pour ce compte-rendu d'assemblée générale rubrique Orvault : « Le talon d'Achille de l'association est qu'elle repose essentiellement sur les épaules d'une dizaine de membres ». Ça commence mythologique, ça finit avec une désesse indienne à douze bras.

